Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING

13 AVR 1964

Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

4

MTL. L.8729/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

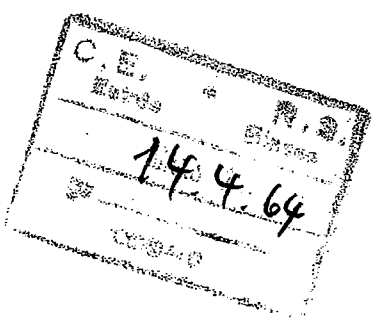
KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 14 février 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement", a donné le 11 mars 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e februari 1964 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering", heeft de 11e maart 1964 het volgend advies gegeven :



Le projet a pour but d'insérer deux articles dans la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement. Ces nouveaux articles tendent à mettre fin aux abus auxquels sont susceptibles de donner lieu les ventes à tempérament assorties de "conventions de travail".

Selon l'exposé des motifs,"si le projet trouve son point de départ dans la situation des victimes d'agissements passés à laquelle il entend porter remède, il étend, bien entendu, ses effets dans l'avenir, pour le cas où des situations analogues viendraient encore à se produire".

Le projet propose, en effet, une solution à deux problèmes distincts.

D'une part, le Gouvernement veut assurer la protection de personnes qui ont accepté de bonne foi des lettres de change en raison de contrats de vente viciés par les manoeuvres doleuses du vendeur.

Pour l'avenir, le Gouvernement entend prémunir les acheteurs contre des abus auxquels ont donné lieu des ventes à tempérament liées à des "conventions de travail".

Le règlement du premier problème présente un caractère transitoire; il sera examiné à la fin de cet avis.

\+

\+ \+

.../...

Pour assurer la protection des futurs acheteurs, le projet introduit dans la loi du 9 juillet 1957 une disposition relative au contrat de vente (article 10bis) et une disposition qui touche au droit cambiaire (article 10ter).

I.

L'article 10bis énonce la nullité de tout contrat de vente à tempérament lié à une "convention de travail rémunéré" à réaliser au moyen de l'objet vendu à tempérament, mais il permet au vendeur ou à la personne qui lui est subrogée de prouver que ce contrat, nul à l'origine, a été correctement exécuté, auquel cas le contrat serait rétroactivement valable dès son origine.

La nullité d'un acte par la volonté de la loi a, en principe, pour conséquence, qu'en vertu de celle-ci il est privé d'effet, mais cette sanction rigoureuse est susceptible d'être atténuée lorsque la règle de nullité porte sur des intérêts privés susceptibles d'appréciations individuelles et diverses selon les circonstances.

La nullité est dès lors relative. Tel est bien le voeu du Gouvernement, en l'espèce, puisqu'après avoir prévu à l'article 10bis la nullité du contrat de vente à tempérament, lié à une convention de travail, il admet en vertu du même article, que la nullité n'atteint pas la convention si deux conditions sont réunies :

1° l'exécution entière des clauses du contrat de travail;

2° la qualité adéquate de l'objet vendu.

.../...

Le contrat accessoire à la vente à tempérament est désigné par le projet sous les appellations : "convention de travail" et "contrat de travail".

La notion de "contrat de travail" a une portée précise dans le droit social; elle implique un lien de subordination du travailleur : celui-ci s'engage à travailler sous l'autorité et la surveillance de l'employeur.

Les contrats accessoires qui se concluent à l'occasion de ventes à tempérament ne semblent pas impliquer de tels liens de subordination. Il serait dès lors préférable d'utiliser les expressions "contrat d'entreprise" et "contrat de louage de travail".

Cela étant, le texte proposé ci-après paraît de nature à réaliser l'économie du projet, tout en ménageant autant que possible les règles traditionnelles en matière de nullité telles que la doctrine la plus récente les a fixées (DE PAGE, Tome I, 3ème édition, 1962, n^{os} 95bis et suivants - Sur la distinction entre les notions de "contrat d'entreprise" et "contrat de louage de service ou de travail", voir les conclusions de M. MAHAUX, avocat général, précédant Cassation 4 avril 1963, Pas. I, 849).

"Article 1er.-

"Un article 10bis rédigé comme suit est inséré dans la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement :

"Article 10bis. En cas de conclusion d'un contrat de vente à tempérament lié à un contrat d'entreprise ou à un contrat de louage de travail rémunéré à réaliser au moyen de l'objet vendu à tempérament, l'acheteur peut faire prononcer l'annulation du contrat.

.../...

Toutefois, l'action en nullité sera rejetée si le vendeur ou les personnes qui sont subrogées à ses droits prouvent :

1° que l'objet vendu répond dûment à sa destination;

2° que tous les engagements souscrits dans le contrat d'entreprise ou le contrat de louage de travail au profit de l'acheteur ont été remplis tels qu'ils avaient été stipulés.

Les dispositions du présent article s'appliquent, soit que le contrat d'entreprise ou le contrat de louage de travail ait été conclu entre le vendeur et l'acheteur, soit qu'il ait été passé entre ce dernier et un tiers".

II.

Dans le domaine du droit cambiaire, le projet prévoit une disposition qui fera l'objet d'un article 10ter de la loi du 9 juillet 1957.

Selon les termes du projet, l'acheteur assigné en vertu d'une lettre de change dont la cause est une vente à tempérament liée à une "convention de travail", peut opposer au vendeur et aux personnes qui lui sont subrogées, la nullité de cette vente, sauf au vendeur ou aux personnes qui lui sont subrogées à faire la preuve que les clauses "du contrat de vente" et du "contrat de travail" ont été respectées.

Cette disposition doit être examinée à la lumière de l'article 17 des lois sur la lettre de change et le billet à ordre, coordonnées par la loi du 31 decembre 1955, qui rectifie et interprète diverses dispositions

.../...

de la loi du 10 août 1953 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et les billets à ordre.

L'article 17 reproduit une disposition de la loi uniforme, annexée à la convention de Genève du 7 juin 1930, approuvée par la loi du 16 août 1932, à laquelle il n'est pas au pouvoir du législateur de déroger sans l'accord des autres Etats.

Cet article est rédigé comme suit :

"Article 17.-

Les personnes actionnées en vertu de la lettre de change ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur".

La doctrine est unanime à admettre que les vices du contrat extracambiaire ne peuvent être invoqués dans les rapports entre le tiers porteur de bonne foi et le tiré. C'est seulement dans les rapports entre le tireur et le tiré que selon certaine doctrine de tels vices pourraient être invoqués (En ce sens : J. RONSE, "De abstracte verbintenis in het wisselrecht, R.W. 1961-1962", col. 2174, n° 56; contra : VAN RYN, Principes de droit commercial, n° 1454 ; FREDERICQ, X, pages 55 à 68, et pages 201 à 205).

Or, le projet permettrait à l'acheteur qui a accepté une lettre de change, d'opposer la nullité du contrat de vente non seulement au tireur, c'est-à-dire en l'occurrence au vendeur ou au financeur, mais également à tout porteur de bonne foi. C'est ce qui résulte,

.../...

en effet, de l'exposé des motifs : "Cette nullité de principe du contrat de base, opposable non seulement au vendeur mais à tout tiers quelconque, y compris les organismes de financement et d'assurance, permet de justifier la seconde disposition, l'article 10ter, relative à l'exception que l'acheteur peut faire valoir au paiement des traites".

Une telle disposition heurte les principes essentiels qui régissent la lettre de change, instrument de paiement autonome et indépendant du contrat qui est à son origine.

Pour réaliser le voeu du Gouvernement, deux possibilités s'offrent.

La première solution consisterait à interdire l'émission de la lettre de change dans le domaine envisagé. Cette idée d'ailleurs n'est pas neuve. Plusieurs propositions de lois antérieures à la loi du 9 juillet 1957 sur les ventes à tempérament comprennent une disposition qui interdit l'emploi de traites acceptées, au cas où l'acheteur n'est pas commerçant ou n'est pas inscrit au registre de commerce (voir les développements de la proposition de loi de M. LEEMANS, Doc. Sénat, session 1954-1955, n° 14, pages 14 et 24 à 26).

Si la loi du 9 juillet 1957 n'a pas interdit la pratique de la lettre de change, son rapporteur au Sénat, M. VAN HEMELRIJCK, en a indiqué les raisons :

"La commission a fait un choix qui porte en une certaine mesure préjudice à la protection de l'acheteur et de l'emprunteur, mais, je le répète, des considérations économiques fort importantes ont amené la commission à maintenir la lettre de change dans le projet qui vous est soumis"(Ann. Sénat, session 1956-1957, séance du 13 mars 1957, page 938).

.../...

Il appartient au Gouvernement d'apprécier si dans le secteur limité des ventes à tempérament assorties de contrats de louage de travail, ces raisons d'ordre économique sont aussi déterminantes.

La seconde solution, qui est moins radicale que la première, consisterait en l'obligation imposée au tireur d'une lettre de change ayant pour cause une vente à tempérament liée à un contrat de louage de travail, de mentionner sur la lettre de change le texte suivant : "vente à tempérament liée à un contrat de louage de travail".

Outre les conséquences que dans la pratique de l'escompte elle ne manquerait pas d'entraîner, une telle mention produirait aussi des effets juridiques. Elle créerait dans le chef du porteur une présomption de connaissance de la nullité dont le contrat extracambiaire est entaché en vertu de l'article 10bis du projet. Il pourrait être soutenu que cette connaissance suffirait à rendre l'exception de nullité opposable au tiers porteur (voir R.P.D.B., v° Traite (Lettre de change et billet à ordre), n°s 321 et 322).

Quelle que soit celle des deux solutions qui serait retenue, des sanctions pourraient être prévues à l'égard des contrevenants. Ces sanctions pourraient être d'ordre administratif, tel le retrait de l'agréation au vendeur, voire d'ordre pénal.

\+

\+ \+

.../...

Selon son texte l'article 10ter est applicable même si "la vente est antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi".

Cette disposition est destinée à protéger les acheteurs qui ont contracté avant la date d'entrée en vigueur de la loi, et qui, après cette date, seraient poursuivis en paiement de lettres de change qu'ils auraient acceptées.

Elle permet aux acheteurs d'invoquer la nullité de la vente, non seulement à l'égard du tireur, mais également à l'égard de tout tiers porteur, celui-ci fût-il de bonne foi.

Outre qu'elle pourrait porter atteinte à des droits légitimement acquis, cette disposition est contraire à la loi uniforme. Elle ne peut dès lors être introduite dans notre législation sans l'accord des autres Etats-contractants. Elle porte d'ailleurs atteinte à des droits acquis en tant qu'elle permet à tout acheteur d'invoquer la nullité du contrat qu'il a conclu avant l'entrée en vigueur de la loi.

Sous le bénéfice de cette observation, il demeurerait possible de venir en aide au tiré-accepteur en lui permettant par exemple d'appeler en garantie sans frais le tireur devant le tribunal saisi avec l'obligation pour celui-ci de statuer par un même jugement sur l'action principale et sur l'action en garantie.

Het ontwerp strekt om twee artikelen in te voegen in de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering. Die nieuwe artikelen bedoelen een einde te maken aan mogelijke misbruiken bij verkoop op afbetaling waaraan een "overeenkomst voor bezoldigd werk" gekoppeld is.

De memorie van toelichting zegt : "Al wil het ontwerp oorspronkelijk de toestand verhelpen van slachtoffers van handelingen in het verleden, het geldt vanzelfsprekend ook voor soortgelijke toestanden in de toekomst".

Het ontwerp stelt inderdaad een oplossing voor in twee verschillende problemen.

Enerzijds wil de Regering diegenen beschermen, die te goeder trouw wisselbrieven geaccepteerd hebben wegens verkoopcontracten die aangetast zijn door bedrog vanwege de verkoper.

Anderzijds wil de Regering in de toekomst de kopers beveiligen tegen misbruiken waartoe de verkoop op afbetaling, gekoppeld aan een "overeenkomst voor bezoldigd werk", aanleiding heeft gegeven.

De regeling voor het eerste probleem is een overgangsmaatregel, die aan het slot van dit advies zal worden onderzocht.

\+

\+ \+

.../...

Met het oog op de bescherming van toekomstige kopers, voegt het ontwerp in de wet van 9 juli 1957 een bepaling in betreffende het verkoopcontract (artikel 10bis) en een bepaling in verband met het wisselrecht (artikel 10ter).

I.

Artikel 10bis stelt dat nietig zijn contracten betreffende een verkoop op afbetaling, gekoppeld aan een "overeenkomst voor bezoldigd werk", dat door middel van het op afbetaling verkochte voorwerp moet worden verricht; maar het staat toe dat de verkoper of degene die in zijn rechten is getreden, bewijst dat het contract, ofschoon nietig aan de basis, correct is uitgevoerd, in welk geval het met terugwerking vanaf zijn ontstaan geldig zou zijn.

De nietigheid van een handeling uit kracht van de wet heeft in beginsel tot gevolg, dat die handeling, juist uit kracht van die wet, geen uitwerking heeft; maar die strenge sanctie kan worden verzacht wanneer de regel van de nietigheid slaat op particuliere belangen die naar gelang van de omstandigheden individueel en verschillend kunnen worden beoordeeld.

De nietigheid is derhalve betrekkelijk. En dat is hier ook de bedoeling van de Regering, want nadat zij in artikel 10bis heeft bepaald dat het contract betreffende een verkoop op afbetaling, gekoppeld aan een overeenkomst voor bezoldigd werk, nietig is, neemt zij krachtens hetzelfde artikel aan dat de overeenkomst niet nietig is indien aan twee eisen is voldaan :

.../...

1° de volledige uitvoering van de bedingen van de overeenkomst voor bezoldigd werk;

2° de behoorlijke kwaliteit van het verkochte voorwerp.

Het bijkomend contract dat naar aanleiding van een verkoop op afbetaling wordt gesloten, heeft in het ontwerp twee benamingen : "overeenkomst voor bezoldigd werk" en "arbeidsovereenkomst".

Het begrip "arbeidsovereenkomst" heeft in het sociaal recht een welbepaalde betekenis; het impliceert een verhouding van ondergeschiktheid van de werknemer : deze verbindt zich om onder het gezag en het toezicht van de werkgever arbeid te verrichten.

In de bijkomende contracten die naar aanleiding van verkoop op afbetaling worden gesloten, lijkt zulk een verhouding van ondergeschiktheid niet altijd te bestaan. Men gebruike derhalve liever de termen "aanneming van werk" en "arbeidsovereenkomst".

De economie van het ontwerp lijkt dan ook tot haar recht te kunnen komen in de hierna voorgestelde tekst, die bovendien zoveel mogelijk rekening houdt met de traditionele regelen inzake nietigheid, zoals de jongste rechtsleer die heeft bepaald (DE PAGE, Deel I, 3e uitgave, 1962, nrs 95bis en volgende - Over het onderscheid tussen de begrippen "contrat d'entreprise" en "contrat de louage de service ou de travail", zie de conclusies van advocaat-generaal MAHAUX, vóór Cass. 4 april 1963, Pas. I, 849).

.../...

"Artikel 1.-

In de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 10bis. Ingeval een contract betreffende een verkoop op afbetaling is aangegaan, gekoppeld aan een aanneming van werk of aan een arbeidsovereenkomst, krachtens welke het werk of de arbeid tegen betaling moet worden verricht door middel van het op afbetaling verkochte voorwerp, kan de koper de vernietiging van het contract doen uitspreken.

De vordering tot nietigverklaring wordt echter afgewezen indien de verkoper of degenen die in zijn rechten zijn getreden, bewijzen :

1° dat het verkochte voorwerp ten volle aan zijn bestemming beantwoordt;

2° dat alle verbintenissen die ten voordele van de koper in de aanneming van werk of in de arbeidsovereenkomst zijn aangegaan, nagekomen zijn zoals zij bedongen werden.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing, onverschillig of de aanneming van werk of de arbeidsovereenkomst gesloten is tussen de verkoper en de koper, dan wel tussen de koper en een derde".

.../...

II.

Op het gebied van het wisselrecht bevat het ontwerp een bepaling waaraan in de wet van 9 juli 1957 een artikel 10ter zal worden gewijd.

Luidens het ontwerp kan de koper die wordt gedagvaard op grond van een wissel die ontstaan is naar aanleiding van een verkoop op afbetaling, gekoppeld aan een "overeenkomst voor bezoldigd werk", tegen de verkoper en tegen de personen die in diens rechten zijn getreden, de nietigheid van die verkoop inroepen, tenzij de verkoper of degenen die in zijn rechten zijn getreden, bewijzen dat de bedingen van het verkoopcontract en van de arbeidsovereenkomst zijn nagekomen.

Deze bepaling moet worden onderzocht in het licht van artikel 17 van de wetten op de wisselbrief en het orderbriefje, gecoördineerd bij de wet van 31 december 1955 tot verbetering en interpretatie van verschillende bepalingen van de wet van 10 augustus 1953 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de wisselbrieven en orderbriefjes.

Artikel 17 herhaalt een bepaling van de eenvormige wet, gevoegd bij het verdrag van Genève van 7 juni 1930, goedgekeurd bij de wet van 16 augustus 1932, waarvan de wetgever niet kan afwijken zonder de instemming van de overige Staten.

.../...

Dat artikel luidt als volgt :

"Artikel 17.-

Zij, die uit hoofde van de wisselbrief worden aangesproken, kunnen de verweermiddelen gegrond op hun persoonlijke verhoudingen tot de trekker of tot vroegere houders niet aan de houder tegenwerpen, tenzij deze bij de verkrijging van de wisselbrief heeft geweten ten nadele van de schuldenaar te handelen".

De rechtsleer neemt eenparig aan, dat de gebreken van het extracambiaal contract niet kunnen worden ingeroepen in de verhoudingen tussen de derde houder die te goeder trouw is en de betrokkene. Alleen in de verhoudingen tussen trekker en betrokkene zouden die gebreken, volgens sommige rechtsgeleerden, kunnen worden ingeroepen (In die zin : J. RONSE, De abstracte verbintenis in het wisselrecht, R.W. 1961-1962, kol. 2174, nr 56; contra : VAN RYN, Principes de droit commercial, nr 1454; FREDERICQ, X, blz. 55 tot 68, en blz. 201 tot 205).

Krachtens het ontwerp nu zou de koper die een wisselbrief heeft geaccepteerd, de nietigheid van het verkoopcontract kunnen inroepen, niet alleen tegen de trekker, in dit geval dus de verkoper of de financier, maar ook tegen iedere houder die te goeder trouw is. Dat blijkt immers uit de memorie van toelichting : "Deze beginselnietigheid van het oorspronkelijk contract, die niet alleen tegen de verkoper, maar ook tegen derden, de financierings- en verzekeringsinstellingen inbegrepen, kan worden opgeworpen, motiveert de tweede bepaling, artikel 10ter, betreffende de exceptie die de koper tegen de betaling der wissels kan aanvoeren".

.../...

Zulk een bepaling doet afbreuk aan de hoofdbeginselen die ten grondslag liggen aan de wisselbrief, autonoom betaalmiddel dat los staat van het contract dat de basis ervan vormt.

Twee oplossingen zijn mogelijk om tegemoet te komen aan de wens van de Regering.

De eerste oplossing zou zijn, dat verbod wordt opgelegd om in dit verband wisselbrieven af te geven. Die idee is overigens niet nieuw. Verscheidene wetsvoorstellen die aan de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling zijn voorafgegaan, bevatten een bepaling die het gebruik van geaccepteerde wissels verbiedt, ingeval de koper geen handelaar is of niet in het handelsregister is ingeschreven (zie de toelichtingen bij het wetsvoorstel LEEMANS, Gedr. st., Senaat, zitting 1954-1955, nr 14, blz. 14 en 24 tot 26).

De wet van 9 juli 1957 heeft het gebruik van de wisselbrief niet verboden en de Heer VAN HEMELRIJCK, verslaggever in de Senaat, heeft de redenen daarvan opgegeven:

"La commission a fait un choix qui porte en une certaine mesure préjudice à la protection de l'acheteur et de l'emprunteur, mais, je le répète, des considérations économiques fort importantes ont amené la commission à maintenir la lettre de change dans le projet qui vous est soumis" (Hand., Senaat, zitting 1956-1957, verg. van 13 maart 1957, blz. 938).

.../...

De Regering dient te oordelen of die economische redenen even doorslaggevend zijn in de enge sector van de verkoop op afbetaling, gekoppeld aan arbeidsovereenkomsten.

De tweede oplossing is minder radicaal dan de eerste en zou de trekker van een wisselbrief die zijn oorzaak vindt in een verkoop op afbetaling welke aan een arbeidsovereenkomst gekoppeld is, verplichten om op de wisselbrief te vermelden : "verkoop op afbetaling, gekoppeld aan een arbeidsovereenkomst".

Behalve onvermijdelijke terugslag in de discontopraktijk, zou die vermelding ook rechtsgevolgen hebben. Zij zou het vermoeden vestigen dat de houder van de wisselbrief weet dat het extracambiaal contract krachtens artikel 10bis van het ontwerp nietig is. Er zou kunnen worden betoogd, dat die wetenschap voldoende is opdat de exceptie van nietigheid tegen de derde houder kan worden ingeroepen (zie R.P.D.B., v° Traite (Lettre de change et billet à ordre), nrs 321 en 322).

Welke van beide oplossingen ook moge worden aangenomen, aan de overtreders zouden sancties kunnen worden opgelegd, ofwel administratieve, zoals intrekking van de erkenning van de verkoper, ofwel strafrechtelijke.

\+

\+ \+

.../...

Luidens de tekst zelf is artikel 10ter van toepassing "zelfs indien de verkoop is aangegaan vóór de inwerkingtreding van deze wet".

Deze bepaling strekt tot bescherming van de kopers die een contract hebben aangegaan vóór de datum waarop de wet in werking is getreden en tegen wie, na die datum, betaling van de door hen geaccepteerde wissels zou worden vervolgd.

Krachtens die bepaling kunnen de kopers de nietigheid van de verkoop niet alleen inroepen tegen de trekker, maar ook tegen iedere derde houder van de wisselbrief, ook al is deze te goeder trouw.

De bepaling zou niet alleen afbreuk kunnen doen aan wettig verkregen rechten, maar zij is bovendien in strijd met de eenvormige wet. Zij kan derhalve in onze wetgeving niet worden ingevoerd zonder de instemming van de andere Verdragsluitende Partijen. Zij doet bovendien afbreuk aan verkregen rechten, inzover iedere koper op grond van die bepaling de nietigverklaring kan vorderen van het contract dat hij vóór de inwerkingtreding van de wet heeft aangegaan.

Dit alles in acht genomen, zou de accepterende betrokkene nog kunnen worden geholpen, bijvoorbeeld zo, dat hij de trekker zonder kosten in vrijwaring mag oproepen voor de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is, en die dan met één zelfde vonnis uitspraak zal moeten doen én over de hoofdvordering, én over de vordering tot vrijwaring.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.